

Info Birmanie

74, rue Notre Dame des Champs

75006 Paris

Tél : 01 46 33 41 62

Email: infobirmanie@gmail.com

SOMMAIRE :

•Actualités

Les autorités suspendent le projet de barrage Myitson

Le gouvernement met en place une commission des droits de l'homme composée d'anciens membres du régime

Visite du chef de la diplomatie birmane à Washington

Troisième rencontre entre Aung San Suu Ki et le Ministre du travail birman

La LND pourrait accepter de s'enregistrer comme parti officiel

L'AAPP réévalue le nombre de prisonniers politiques

Le journaliste Sithu Zeya voit sa peine prolongée de 10 ans

Levée de l'interdiction d'accéder aux sites internet étrangers

Le parlement envisage de voter une loi encadrant les manifestations publiques

Célébration de l'anniversaire de la Révolution safran à Rangoun

Nouvelles attaques armées dans le Nord du pays

Le régime engage des pourparlers avec plusieurs groupes armés ethniques

Inde-Birmanie : un commerce bilatéral en expansion

Le gouvernement facilite l'échange de devises étrangères

• Eclairage

Info Birmanie rencontre Aung San Suu Kyi

« Use your freedom », un site Internet dédié au combat d'Aung San Suu Kyi

• Evènements

• Nous soutenir, nous rejoindre

Les Nouvelles de Birmanie

SEPTEMBRE 2011

Edito

Au cours du mois de septembre, le régime a donné de nouveaux signes d'ouverture. Le plus surprenant d'entre eux fut la décision du Président Thein Sein de suspendre le projet de barrage de Myistone, situé sur un confluent du fleuve Irrawaddy, suite à une campagne d'opinion de grande ampleur emmenée par différents groupes de la société civile birmane. De nombreux journalistes, artistes, écrivains et hommes politiques birmans se sont ralliés à cette campagne appelée « Sauvons l'Irrawaddy ». Aung San Suu Kyi elle-même avait adressé une lettre ouverte au gouvernement à ce sujet. Thein Sein aurait donc « écouté la voix du peuple », comme le soulignait la leader démocrate lors de sa troisième rencontre avec Aung Kyi, le Ministre du Travail. La Birmanie serait-elle en train de changer ?

Même si des échanges avaient déjà eu lieu entre le régime et la Dame de Rangoun lors de ses dernières périodes de liberté, aucun n'avait été rendu public, aucun n'avait fait l'objet d'un communiqué de presse commun ni n'avait été commenté aussi positivement par la dirigeante de l'opposition. Bien que la LND soit toujours considéré comme un parti « illégal » par les autorités birmanes, il semblerait qu'il dispose aujourd'hui de bien plus marge de manœuvre que par le passé. L'agenda de Suu Kyi est rempli de rendez-vous avec ses sympathisants, des diplomates étrangers et divers acteurs de la vie sociale et politique birmane. Le siège du parti est considéré par certains comme « le lieu le plus fréquenté de Rangoun ».

D'autre part, les autorités ont annoncé qu'ils autorisaient l'accès aux sites internet tels que la BBC, YouTube, Radio Free Asia ou encore la DVB, qui étaient jusqu'alors interdits. Le paysage socio-politique birman est donc en cours d'évolution. Ne pas le reconnaître serait une erreur de jugement. La question n'est donc pas de savoir si des changements ont bel et bien lieu en Birmanie, mais plutôt s'ils sont suffisants et à quel point ils sont significatifs et durables.

Il faut bien sûr accueillir favorablement les gestes d'ouverture du régime. Mais la route sera encore longue et sinueuse avant de pouvoir déclarer qu'un processus de démocratisation est en cours en Birmanie. Les rencontres entre Suu Kyi et les autorités ne signifient pas que la LND soit concrètement intégrée au processus politique du pays. Le premier progrès significatif serait d'autoriser à nouveau la LND à opérer légalement, en tant que parti politique. Le fait de pouvoir avoir accès à certains sites internet ne signifie pas pour autant que les médias bénéficient de leur droit à la liberté d'expression. Rappelons que le système de censure préalable est toujours en place dans le pays.

A l'abri des regards, dans plusieurs régions reculées de Birmanie se trame pourtant un drame de grand ampleur. Après la nomination du nouveau gouvernement, l'une des premières actions entreprises par les nouvelles autorités du pays fut de lancer une vaste offensive dans le nord de l'Etat Shan et dans l'Etat Kachin, rompant ainsi deux accords de cessez-le-feu vieux d'une vingtaine d'années avec les groupes armés ethniques de ces Etats. Ces actes sont en totale contradiction avec le discours d'ouverture affiché par Thein Sein. Aussi il semble primordial que la communauté internationale cesse de se focaliser exclusivement sur les promesses d'ordre politique et mette l'arrêt des violations massives des droits de l'homme au premier plan de leurs demandes. Tant que ces violations des droits de l'homme sont commises en toute impunité, on ne peut pas parler de changement significatif. Tant que les prisonniers politiques ne sont pas libérés, on ne peut pas considérer qu'une réforme concrète s'opère en Birmanie. Tant que le régime n'aura pas déclaré de cessez-le-feu à l'échelle nationale, on ne peut pas parler de réconciliation nationale.

Bonne lecture,

L'équipe d'Info Birmanie

Politique

Les autorités suspendent le projet de barrage Myitsone

Suite à une campagne d'opinion publique de grande ampleur, le gouvernement birman a décidé de suspendre le projet de barrage Myitsone financé par la Chine dans le nord du pays. Le 30 septembre, dans un message transmis aux parlementaires réunis dans la capitale de Naypyidaw, le président Thein Sein a annoncé que les travaux seraient suspendus jusqu'à la fin de son mandat. « *Nous devons respecter la volonté du peuple puisque notre gouvernement est élu par le peuple* », a-t-il déclaré.

Ces dernières semaines, de plus en plus de voix s'étaient élevées contre la construction du barrage de Myitsone, sur la rivière Irrawaddy, dans l'Etat Kachin. L'électricité provenant de barrage était destinée à la Chine. **Evoquant les impacts désastreux de ce barrage sur la sécurité et l'environnement, une** large campagne contre la construction de ce projet avait été lancée il y a plusieurs mois par des organisations de la société civile. A travers une lettre ouverte au gouvernement, Aung San Suu Kyi avait elle aussi demandé aux autorités de réexaminer ce projet de 3,6 milliards de dollars soutenu par le géant chinois de l'énergie China Power Investment Corp, soulignant « la nécessité de protéger l'Irrawaddy ». Elle a donc favorablement accueilli la décision du gouvernement, déclarant : « *C'est bien d'écouter la voix du peuple. C'est ce que tous les gouvernements devraient faire.* »¹

Le gouvernement met en place une commission des droits de l'homme composée d'anciens membres du régime

Le 5 septembre, les autorités birmanes ont mis en place une Commission des Droits de l'Homme. Constituée de quinze membres, celle-ci comprend d'anciens membres de la junte aujourd'hui à la retraite. Ils occupaient des postes d'ambassadeurs et de hauts fonctionnaires. En tant qu'anciens représentants du régime militaire auprès des Nations unies, Win Mra, le président de la commission et Kyaw Tint Swe, son vice-président, ont nié de façon répétée pendant près de 15 ans l'existence des violations des droits de l'homme perpétrées en Birmanie. Dans un entretien publié dans le Myanmar Times le 19 septembre, Win Mra a déclaré que les Birmans n'étaient « *pas très au fait des droits de l'homme et de leurs bénéfices* ». ²

Visite du chef de la diplomatie birmane à Washington

Jeudi 29 septembre, le Ministre des affaires étrangères birman, Wunna Maung Lwin, a rencontré à Washington des hauts représentants de l'administration Obama. « *Nous n'avons pas changé notre politique vis-à-vis de la Birmanie, qui est toujours une double approche basée d'une part sur des sanctions, mais aussi sur des tentatives de dialogue* », a déclaré Mark Toner, un porte-parole du département d'Etat, qui a salué les récents développements en Birmanie comme l'ouverture du dialogue avec Aung San Suu Kyi. Derek Mitchell, nouvellement nommé représentant spécial du gouvernement américain pour la Birmanie, a jugé ce premier échange encourageant. ³

Aung San Suu Kyi et la LND

Troisième rencontre entre Aung San Suu Ki et le Ministre du travail birman

Aung San Suu Ki a rencontré vendredi 30 septembre le Ministre du travail birman, Aung Kyi, pour la troisième fois depuis la mise en place du gouvernement en mars dernier. A cette occasion, la lauréate du prix Nobel de la paix a salué la décision du gouvernement de stopper le projet du barrage Myitsone. Lors d'une conférence de presse conjointe, Mme Suu Kyi et le Ministre du travail ont déclaré avoir discuté de leur coopération quant à la protection de l'Irrawaddy, la stabilité du pays et l'importance d'un Etat de droit. ⁴

1. Irrawaddy (30 sept 2011) Burmese President Halts Myitsone Dam Project ; AP (30 Sept 2011) Myanmar to stop construction of controversial dam ; AFP (30 Sep 2011) La Birmanie suspend un projet de barrage après des protestations populaires ; Irrawaddy (02 Sep 2011) 'Save The Irrawaddy' Campaign Gains Momentum.

2. NLM (06 Sept 2011) Myanmar National Human Rights Commission formed; AFP (06 Sept 2011) Myanmar announces human rights commission; BBC (06 Sep 11) Burma sets up human rights commission; Myanmar Times (19 Sept 2011) We Won't Be Influenced by the Govt

3. Irrawaddy (30 sept 2011) Burmese Foreign Minister Makes Rare Trip to Washington

4. AFP (30 Sept 2011) Myanmar regime ready to work with Suu Kyi; Minister; NLD (30 Sept 2011) Daw Aung San Suu Kyi met Union Minister U Aung Kyi

Aung San Suu Kyi et la LND (suite)

La LND pourrait accepter de s'enregistrer comme parti officiel

Nyan Win, le porte-parole de la Ligue Nationale pour la Démocratie (LND) a fait savoir fin septembre que la LND pourrait considérer son enregistrement en tant que parti politique officiel. Toutefois, une évolution des pratiques du gouvernement de Naypyidaw apparaît une condition préalable sine qua non. « *Nous attendons des changements de la part du gouvernement* », a-t-il déclaré. « *Nous n'allons pas décider à l'avance si nous allons enregistrer notre parti ou non. Nous prendrons notre décision selon l'évolution de la situation* », a ajouté Nyan Win.

En amont des élections fantoches de novembre 2010, le régime militaire avait édicté des lois électorales stipulant qu'aucun parti ayant pour membre une personne condamnée par un tribunal ne pourrait se présenter aux élections. Ces lois imposaient également aux partis désireux de se présenter de reconnaître la Constitution de 2008, rédigée unilatéralement par la junte. Jugeant ses conditions injustes et anti-démocratiques, la LND avait alors refusé de se soumettre au processus d'enregistrement des partis et avait boycotté les élections. Aung San Suu Kyi était alors assignée à résidence ; la LND aurait donc dû l'exclure de ses rangs (ainsi que les centaines de membres du parti incarcérés pour raisons politiques) pour pouvoir s'enregistrer et participer aux élections.⁵

Prisonniers politiques

L'AAPP réévalue le nombre de prisonniers politiques :

Alors que les responsables gouvernementaux birmanais ont toujours nié l'existence de prisonniers politiques dans leur pays, il a été communément admis par la communauté internationale que la Birmanie compterait plus de 2000 prisonniers de conscience, un chiffre qui repose principalement sur les données recueillies par l'Association d'Assistance aux Prisonniers Politiques de Birmanie (AAPPB), basée en Thaïlande. Cependant, le nombre exact de prisonniers politiques dans le pays est récemment devenu un sujet de débat entre les responsables gouvernementaux, les diplomates étrangers et les groupes en exil. Le mois dernier, le Ministre de l'Intérieur birman, le général Ko Ko, a déclaré à M. Quintana, Rapporteur spécial de l'ONU sur les droits de l'homme en Birmanie, que le nombre de prisonniers politiques n'atteignait pas les 2000. Le manque de transparence du gouvernement, couplé à une habitude de condamner les opposants sur de fausses accusations criminelles, a rendu impossible pour l'opposition et la communauté internationale de connaître le nombre exact de prisonniers politiques incarcérés dans le pays. La liste la plus à jour publiée sur le site d'AAPPB recense 1,998 prisonniers politiques dont 222 moines bouddhistes. Mais l'organisation, dirigée par d'anciens prisonniers politiques fait face à de nombreuses difficultés quant à la collecte des données.

Le 22 septembre, Bo Kyi, secrétaire adjoint de l'AAPPB, a déclaré que la collecte de données sur les prisonniers politiques en Birmanie est devenue d'autant plus difficile depuis 2005, moment où le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) s'est vu interdire l'accès aux détenus. L'AAPPB est ainsi en train de remettre à jour ses listes, vérifiant l'exactitude de ses chiffres et la fiabilité de ses sources.⁶

5. Mizima (29 sept 2011) NLD considers registering as official political party

6. Mizima (29 sept 2011) AAPP: rechecking number of political prisoners in Burma

Prisonniers politiques (suite)

Le journaliste Sithu Zeya voit sa peine prolongée de 10 ans

Le 14 septembre 2011, un tribunal de Rangoun a condamné Sithu Zeya, reporter de la Democratic Voice of Burma, à dix années supplémentaires de prison ferme. Celui-ci est accusé d'avoir diffusé des « informations nuisibles à la tranquillité et à la cohésion du gouvernement », en violation de l'Electronic Act. Sa peine s'élève désormais à dix-huit ans de prison.

Incarcéré depuis avril 2010, Sithu Zeya purgeait une peine de huit ans de prison pour avoir filmé les dégâts causés par un attentat à la bombe à Rangoun en avril 2010.

Sa famille affirme que le jeune homme aurait été torturé et privé de nourriture et d'eau durant un interrogatoire de cinq jours après son arrestation. Sithu Zeya a été contraint de révéler, sous la torture, que son père, Maung Maung Zeya, occupait également la fonction de reporter à la DVB. Ce dernier purge actuellement une peine de 13 ans de prison ferme. ⁷



Liberté d'expression

Levée de l'interdiction d'accéder aux sites étrangers

Depuis le 16 septembre, les usagers d'Internet en Birmanie peuvent consulter des sites de grands médias étrangers jusqu'à présents bloqués, sans pour autant savoir si cette liberté nouvelle va perdurer. La version birmane du site de la BBC, que le régime accusait jusqu'alors de diffuser des "émissions meurtrières" et de "semer la haine", est maintenant accessible.

L'AFP a pu vérifier que des publications régionales comme le Bangkok Post ou le Straits Times de Singapour étaient aussi consultables, tout comme les sites de médias birmans en exil tels que l'Irrawaddy et la Democratic Voice of Burma (DVB). En mai 2011, RSF avait révélé que les cafés internet du pays devaient désormais recueillir les données personnelles de leurs clients et la liste des sites consultés. L'usage du téléphone en ligne, ainsi que des clés USB et autres drivers externes, avait été interdit.

Cependant, l'accès à Internet dans le pays reste très limité et la plupart des usagers se trouvent dans les grandes villes. Seul un habitant sur 455 utilisait le net en 2009, selon l'Union internationale des télécommunications, une agence de l'ONU.⁸

Le parlement envisage de voter une loi encadrant les manifestations publiques

Un projet de loi encadrant les manifestations publiques est en cours de discussion au parlement birman et devrait faire l'objet d'un vote en octobre. Une source anonyme du parlement a confié au journal Democratic Voice of Burma que ce projet prévoit l'obligation de déclarer toute forme de manifestation publique sept jours avant à la police. Des détails très précis devront être communiqués à cette occasion : le lieu, le jour, l'heure, l'itinéraire et même l'identité des intervenants. L'homme derrière cette proposition n'est autre que le Ministre de l'Intérieur, Ko Ko, auparavant haut fonctionnaire sous le régime de la junte. ⁹

7. Irrawaddy (14 Sept 2011) VJ Handed 10 More Years

8.AFP (16 sept 2011) Levée de l'interdiction des sites de médias étrangers

9. DVB (29 sept 2011) Parliament to decide on protest bill

Célébration de l'anniversaire de la Révolution safran à Rangoun

Le 26 septembre, des militants ont manifesté à Rangoun pour commémorer le quatrième anniversaire de la révolution safran, brutalement réprimée par la junte en 2007. Environ 60 militants ont organisé une veillée de prière à la pagode Sule. Toutefois, des policiers ont empêché 200 manifestants de se joindre à la cérémonie. Dans le canton de Sud-Okkalapa, environ 1000 personnes, dont des moines, des dirigeants de la LND, des étudiants activistes et des politiciens, ont participé



à une cérémonie dans un monastère local. Pendant ces événements, des militants ont également appelé à la libération des prisonniers politiques et ont exprimé leur opposition au projet du barrage Myitsone dans l'Etat Kachin, au nord du pays.¹⁰

Minorités ethniques et réfugiés

Nouvelles attaques armées dans le Nord du pays

Au mois de septembre, l'armée birmane a intensifié ses offensives militaires contre l'Armée d'Indépendance Kachin (KIA). Il s'agit des plus violents combats depuis que le gouvernement a brisé les accords de cessez-le-feu avec la KIA en juin dernier. Plus de 1000 soldats de l'armée gouvernementale ont lancé des attaques à l'artillerie lourde contre les bases Kachin dans le nord de l'Etat Shan. L'armée a délibérément ciblé des civils et des cas d'assassinats, de torture et de violence sexuelle ont été rapportés par les organisations ethniques. Plus de 25000 personnes ont été déplacées au cours des quatre derniers mois. Beaucoup ont trouvé refuge dans des camps de fortune le long de la frontière avec la Chine et ont du faire face à de graves pénuries de nourriture et de médicaments. L'Association des femmes de Kachin de Thaïlande (The Kachin Women's Association of Thailand) a documenté plusieurs cas de viols et de violences sexuelles à l'encontre des femmes et des enfants, soulignant le fait que l'utilisation du viol comme une arme de guerre dans les zones de Kachin était en hausse.¹¹

Le régime engage des pourparlers avec plusieurs groupes armés ethniques

Dans un effort visant à empêcher de nouvelles ruptures d'accords de cessez-le-feu avec les groupes armés ethniques ayant refusé d'intégrer le projet de garde frontalière (BGF), le régime a engagé des pourparlers avec certains groupes, dont la United Wa State Army (UWSA), issue de la minorité Wa, et la National Democratic Alliance Army (NDAA), issue de la minorité Kokang. Certains observateurs affirment que ce volte-face effectué par Naypyidaw pour entrer dans des négociations de paix alors que des combats sont toujours en cours avec plusieurs autres groupes armés serait une stratégie destinée à créer des divisions entre les différents groupes ethniques.¹²

10. AFP (26 Sep 11) Myanmar police prevent rare democracy protest; Irrawaddy (26 Sep 11) Peaceful Protest Marks Saffron Revolution Anniversary; Mizzima News (26 Sep 11) Rare demonstration march in Burma aborted by Rangoon police

11. Kachin News Group (23 Sept 2011) KIA-Burma Army continue fighting in N. Shan State; Mizzima News (26 Sept 2011) Burmese government offensive prevents halt to fighting; KIO; Irrawaddy (27 Sept 2011) Kachin Rebels Under Heavy Govt Army Bombardment; Irrawaddy (7 oct 2011) Kachin Women's Group Issues Report Detailing Human Rights Violations

12. Irrawaddy (5 oct 2011) Naypyidaw shelves BGF to prepare for ethnic peace talks

Economie

Inde-Birmanie : un commerce bilatéral en expansion

Le gouvernement birman cherche à diversifier ses partenariats économiques. Soucieux de se défaire du quasi-monopole détenu par la Chine, son principal partenaire, Naypyidaw a effectué un pas de plus vers l'Inde. Le 27 septembre le ministre du commerce birman, U Win Myint, a rencontré son homologue indien à New Delhi. L'Inde qui souhaite contrer l'hégémonie chinoise en Asie du Sud Est, apparaît comme un partenaire de premier choix. Lors de cette rencontre, les deux pays ont décidé de multiplier par deux le montant de leurs échanges au cours des quatre prochaines années, portant ainsi leur coopération économique à 3,5 milliards de dollars US par an.¹³

Le gouvernement facilite l'échange de devises

Dans un effort de réforme du système de change, les autorités birmanes vont autoriser six banques privées à ouvrir des bureaux de change à partir du mois d'octobre. Alors qu'aucune banque privée n'avait jusqu'alors été autorisée à échanger des devises étrangères, ces bureaux échangeront des dollars américains et singapouriens ainsi que des euros. D'après le journal New Light of Myanmar, organe de propagande du régime, ces bureaux de change officiels faciliteront la vie des touristes et permettra de lutter contre les échanges de devises étrangères sur le marché noir, aidant ainsi à stabiliser le kyat, la monnaie locale. La Birmanie dispose en effet d'un double système de taux de change : au taux officiel, 1 dollar équivaut à 6 kyats alors que sur le marché noir, on obtient 800 kyats pour 1dollar.

Au cours des dernières années, la valeur du kyat contre le dollar a fortement augmenté, portant un coup supplémentaire à l'économie en déclin du pays. Le secteur des exportations a été particulièrement touché.

Le gouvernement a récemment invité une équipe du Fonds Monétaire International afin d'obtenir de l'aide dans son projet de réforme du système de change.¹⁴

13.DVB (30 sept 2011) India and Burma set \$3bn trade target
14. AFP (30 sept 2011) Myanmar makes exchanging money easier)

Eclairage

Ce mois ci : Info Birmanie rencontre Aung San Suu Kyi



Dans le cadre d'une mission de travail en Birmanie au mois de septembre, l'équipe d'Info Birmanie a eu l'honneur de rencontrer Aung San Suu Kyi. Les membres de l'association ont été chaleureusement accueillis par la dirigeante démocrate et ses collègues, qui ont eu l'amabilité de nous consacrer un entretien d'une heure et demi au cours duquel de nombreux sujets d'actualité ont pu être abordés.

Lors de cette rencontre, Aung San Suu Kyi a souligné l'importance des organisations de soutien au mouvement pour la démocratie basées à l'étranger, confirmant ainsi la pertinence des actions entreprises par Info Birmanie et ses partenaires internationaux. Rappelant le rôle stratégique de la France, Aung San Suu Kyi a réitéré la nécessité de continuer à effectuer un travail d'information et de plaidoyer auprès du public et des autorités françaises mais aussi européennes. Par le biais d'une vidéo, elle a tenu à remercier l'association et l'ensemble de ses sympathisants en France pour tous leurs efforts afin qu'advienne une Birmanie libre et démocratique.

Pour voir cette vidéo, [cliquez ici](#)

Aidez-nous à continuer notre travail de soutien au peuple birman en devenant donateur ou adhérent **d'Info Birmanie**, pour permettre ainsi à l'association de développer ses activités de plaidoyer politique et de sensibilisation des pouvoirs publics et des citoyens français. La

La démarche pour devenir adhérent est très simple: il vous suffit de remplir le bulletin d'adhésion:

La démarche pour devenir adhérent est très simple: il vous suffit de remplir le bulletin d'adhésion:

[télécharger le bulletin d'adhésion](#)

Vous pouvez également nous adresser vos dons :

- en ligne avec PayPal, service sécurisé



- en nous envoyant un chèque à l'ordre de Info Birmanie

A la fin de l'année vous recevrez un reçu fiscal pour déduire le montant de votre don de votre impôt sur le revenu. pour plus d'informations, ou pour tout renseignement, contactez-nous par email, courrier ou téléphone aux coordonnées indiquées à gauche sur la page d'accueil.

Eclairage

« Use your freedom », un site Internet dédié au combat d’Aung San Suu Kyi



Mise en ligne à partir du 11 octobre, le site « Use your freedom » (<http://www.useyourfreedom.com>) est dédié au combat de Aung San Suu Kyi, leader de l’opposition birmane. Créé à l’initiative de la maison de production Europacorp, ce site présentera sur le “mur de la liberté” les contributions (photos et messages) de toutes les personnes qui soutiennent son combat pour la liberté et la paix.

Vous trouverez également sur ce site des informations sur la sortie du film « The Lady », de de Luc Besson sur le parcours d’Aung San Suu Kyi. Sortie prévue le 30 novembre

Synopsis :

The Lady est une histoire d’amour hors du commun, celle d’un homme, Michael Aris, et surtout d’une femme d’exception, Aung San Suu Kyi, qui sacrifiera son bonheur personnel pour celui de son peuple. Rien pourtant ne fera vaciller l’amour infini qui lie ces deux êtres, pas même la séparation, l’absence, l’isolement et l’inhumanité d’une junte politique toujours en place en Birmanie. The Lady est aussi l’histoire d’une femme devenue l’un des symboles contemporains de la lutte pour la démocratie.

Pour voir la bande-annonce, cliquez sur le lien suivant :

<http://www.movieweb.com/movie/the-lady/trailer-2>

Evènements

7 octobre 19h : Vernissage et débat autour de l'expo "Imaginez la Birmanie" Amnesty International du 24 septembre au 22 octobre. Entrée libre

Forum 104
104 rue Vaugirard
75006 PARIS
Métro: Saint-Placide ou Montparnasse
(ligne 4)



8 octobre à 20h30 : Projection de Burma VJ à Helicoop

dans les Vosges.

14 novembre : Rencontre sur la Birmanie à l'occasion du 1er anniversaire de la libération d'Aung San Suu Kyi à la mairie du 6ème, dans le cadre de la semaine de la solidarité internationale. Rencontre autour du livre « Résistances – Pour une Birmanie libre » suivie d'une projection-débat du documentaire Happy World.



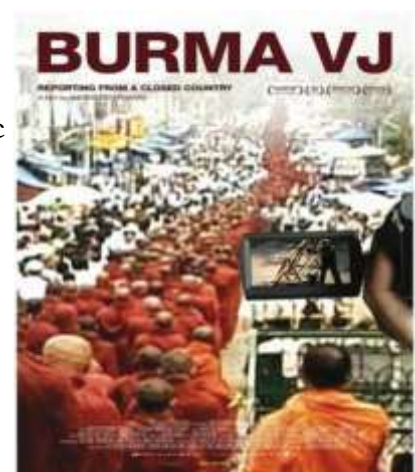
Marie du 6ème arrondissement
78 rue Bonaparte
75006 PARIS
Métro: Saint-Sulpice (ligne 4)



Synopsis: Tristan Mendès France et Gaël Bordier sont partis tourner clandestinement en Birmanie. Ils en ramènent un film tout à fait original, un document exclusif qui raconte la vie quotidienne des Birmans et les travers absurdes de la junte, le tout dans un documentaire satirique. "Happy World: Birmanie, la dictature de l'absurde", c'est un voyage au coeur du pays, qui donne à voir une Birmanie comme on ne l'a jamais vue à l'écran. »

24 novembre à 19h: Projection de Burma VJ suivie d'un débat avec les membres d'Amnesty International et d'Info Birmanie.

Bibliothèque François Villon
81 boulevard de la Vilette
75010 PARIS





74, rue Notre Dame des Champs
75006 Paris
Tél: 01 46 33 41 62
www.info-birmanie.org/
Mail: infobirmanie@gmail.com

« Usez de votre liberté
pour promouvoir la
nôtre »
Aung San Suu kyi



Info Birmanie est une association loi 1901 à but non lucratif. En étroite collaboration avec des membres de l'opposition démocrate birmane en France et à l'étranger, Info Birmanie entend promouvoir la paix, la démocratie et les droits de l'homme en Birmanie.

Nos actions en France visent à :

Valoriser auprès du gouvernement français et l'Union européenne le modèle politique alternatif porté par le mouvement démocrate birman ;

Alerter les institutions françaises et européennes des violations des droits de l'homme perpétrées par le régime birman ;

Sensibiliser la population française sur la situation politique, économique et sociale en Birmanie en organisant des manifestations publiques, des conférences, des débats, des projections et des événements culturels.

Rejoignez Info-Birmanie en devenant bénévole, de manière ponctuelle ou régulière :

Vous voulez agir, vous rendre utile en participant à nos actions de sensibilisation sur le pays lors des manifestations, salons ou autres manifestations publiques ainsi qu'à promouvoir nos campagnes et pétitions ;

Proposer et développer des projets, des événements ou autres opérations de sensibilisation et d'information en étroite collaboration avec notre coordinatrice

Faire partager votre expérience, vos compétences en contribuant à produire de l'information francophone sur la Birmanie et le mouvement démocratique birman dans la newsletter, sur le site Internet ou contribuer à d'autres dossiers thématiques ;

Contactez Isabelle ou Marie
au 01 46 33 41 62 ou par mail
à infobirmanie@gmail.com